



Nations Unies

Assemblée générale

AG/PAL/1057

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**IL FAUT FAIRE PRESSION POUR UNE RESTAURATION DE LA LÉGITIMITÉ DES
INSTITUTIONS PALESTINIENNES. A PLAIDÉ CE MATIN L'OBSERVATEUR DE LA
PALESTINE**

M. Riyad Mansour, Observateur permanent de la Palestine, a lancé un appel ce matin à la communauté internationale pour qu'elle fasse pression afin de permettre une percée politique qui restaurerait la légitimité des institutions palestiniennes sous la direction du Président élu de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas. Devant les membres du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. Mansour, qui faisait le point sur la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, a précisé que les événements violents qui se sont produits dans la bande Gaza au cours des dernières semaines sont contraires à la tradition démocratique palestinienne.

Cette tradition, qui s'exerce depuis la création de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1965, a permis de régler les différences entre divers mouvements au sein de l'OLP sur la base du principe du consensus politique, a indiqué M. Mansour. Malheureusement, ce qui s'est produit au cours des dernières semaines à Gaza est un coup d'Etat, a-t-il estimé. Le représentant a rappelé que l'unité des terres palestiniennes avait été réaffirmée à maintes reprises lors des sommets arabes et que l'OLP avait été reconnue comme la seule autorité palestinienne officielle.

Quel est le sens des tragiques événements auxquels nous venons d'assister? s'est demandé le représentant. Le peuple palestinien continue d'autre part de souffrir des multiples incursions israéliennes qui ne font qu'aggraver une situation déjà critique, a-t-il déploré. Les problèmes que connaît le Gouvernement d'urgence en sapent les efforts et l'empêchent de mettre en œuvre son mandat, a constaté l'Observateur permanent de la Palestine. Nous avons lancé un appel à la communauté internationale pour qu'Israël cesse ses incursions, et en avons lancé un autre aux Palestiniens pour qu'ils règlent leurs problèmes en respectant le principe de l'unité du peuple palestinien. Les résultats du Sommet de Charm el-Cheikh ont malheureusement été bien en-dessous des espoirs et n'ont pas permis de percée politique. Des accords sur des points mineurs, comme par exemple celui des taxes et des impôts, ont cependant pu être atteints, a indiqué M. Mansour, tout en regrettant que l'on assiste également à beaucoup trop d'agitation du côté du Quatuor sans qu'aucun résultat ne se fasse jour.

M. Andrew Whitley, Directeur du Bureau de liaison de l'Office de travaux et de secours des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient (UNRWA), a indiqué pour sa part que les combats qui se produisent au mois de juin entre factions palestiniennes ont été extrêmement meurtriers, faisant 114 victimes. À cela s'ajoutent les 35 victimes causées par les incursions militaires israéliennes, a-t-il précisé. Depuis que les forces loyales au Hamas ont pris de facto la Bande de Gaza, et après un blocus de 16 jours, nous nous félicitons de la réouverture du point de passage de Kani et de l'acheminement de vivres et de matériels humanitaires. Mais ceci est insuffisant pour assurer la survie d'une population déjà très appauvrie, a noté M. Whitley. Hier, les obstacles posés à l'acheminement des matériaux de construction ont été allégés, s'est félicité le Directeur. Le point de passage de Kani doit être pleinement

ouvert pour permettre l'acheminement de biens essentiels comme le savon, la chlorine et les aliments pour bébé, si nous ne voulons pas nous acheminer vers un désastre, a souligné le Directeur du Bureau de liaison de l'UNRWA.

Prenant la parole, le représentant du Qatar a proposé d'inviter M. Blair, en sa qualité d'Envoyé du Quatuor, à se joindre aux travaux du Comité. Une idée à laquelle s'est joint le représentant de la Palestine, qui a souhaité que d'autres membres du Quatuor, en leur qualité d'experts, participent aux travaux du Comité. Le Président du Comité, M. Paul Badji, du Sénégal, s'est dit favorable à cette proposition, tout en indiquant qu'il était important de convaincre certains partenaires qui restent encore réticents à reconnaître le Comité comme étant l'organe subsidiaire de l'Assemblée générale chargé de la question de la Palestine.

M. Paul Badji, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a informé le Comité des développements qui se sont produits depuis le 27 avril. Il a, à cet égard, indiqué que le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, avait nommé trois experts internationaux au Registre de l'ONU concernant les dommages causés par la construction, par Israël, du mur dans le territoire palestinien occupé. Le 15 mai, le Secrétaire général a nommé Michaël C. Williams, du Royaume-Uni, comme son Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient et son Représentant personnel auprès de l'OLP et de l'Autorité palestinienne. Le 30 mai, a ajouté M. Badji, les responsables du Quatuor se sont rencontrés à Berlin et ont publié une déclaration dans laquelle ils appelaient tous les Palestiniens à renoncer à tout acte de violence et à respecter le cessez-le-feu dans la bande de Gaza. Le 7 juin, le Comité a tenu une séance spéciale pour marquer les 40 ans d'occupation du territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est. Lundi, le 25 juin, une réunion au sommet organisée à Charm el-Cheikh a réuni le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, qui ont été ensuite rejoints par le Président égyptien, M. Moubarak. Les 26 et 27 juin, le Séminaire international des médias sur la paix au Moyen-Orient, organisé par le Département de l'information de l'ONU (DPI) a eu lieu à Tokyo, a ajouté M. Badji.

Intervenant au cours de la réunion de ce matin, M. Dysane Dorani, Chef de la Section de la Palestine, de la décolonisation et des droits de l'homme au Département de l'information, a dressé le bilan du séminaire organisé par le DPI à Tokyo, en précisant qu'un appel avait été lancé pour que la violence prenne fin et que le dialogue reprenne sur la question de Palestine. L'objectif de ce séminaire était non seulement de sensibiliser l'opinion publique, mais également d'imprimer un élan et d'apporter un appui au dialogue entre Palestiniens et Israéliens, a précisé M. Dorani. Un sondage mené dans les territoires montre le souhait ardent des Palestiniens de voir la création de deux États, la Palestine et Israël, vivant côte à côte, a-t-il précisé. Le Japon a proposé de créer un corridor de paix et de sécurité en coopération avec les Israéliens, les Palestiniens, et les Jordaniens, l'idée étant de travailler ensemble à des projets de coopération régionale. Nous avons insisté à cette occasion sur le fait que notre Comité dispose toujours du mandat qui lui a été donné de faire respecter l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Au cours de ces deux journées de travaux, des appels très forts ont été lancés en faveur de la reprise du processus de paix, qui permettrait de désamorcer les forces radicales actives dans la région.

Insistant sur l'importance des séminaires organisés par le DPI, le Président du Comité, M. Paul Badji, a fait un compte-rendu des résultats de la Réunion africaine des Nations Unies sur la question de Palestine, qui a eu lieu du 9 au 11 mai derniers, à Prétoria en Afrique du Sud, et de ceux du Forum de soutien de la société civile à la paix israélo-palestinienne, organisé sous les auspices de l'ONU le 11 mai dernier. M. Badji a expliqué que les deux événements avaient pour but de susciter une mobilisation de la communauté internationale, et en particulier des États africains et de la société civile africaine, en faveur d'un règlement global, juste, et durable, de la question de Palestine. Les représentants de 58 gouvernements, de quatre organisations intergouvernementales, de cinq organismes et fonds des Nations Unies, et d'une vingtaine d'organisations de la société civile ont participé à la Réunion africaine, a précisé le Président du Comité.

En ouvrant la Réunion africaine des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. Essop Pahad, Ministre au Cabinet du Président de l'Afrique du Sud, a exhorté la communauté internationale à reconnaître inconditionnellement le Gouvernement palestinien d'unité nationale qui venait d'être nouvellement formé. M. Pahad a exhorté la communauté internationale à engager le dialogue avec ce Gouvernement et à lever toutes les restrictions le visant; à soutenir l'Initiative de paix arabe de 2002; et à prendre les mesures appropriées pour résoudre la crise humanitaire qui touche le peuple palestinien. La situation qui règne sur le terrain exige que les dirigeants palestiniens et israéliens fassent preuve de clairvoyance et de détermination, avait alors déclaré le Ministre sud-africain.

Le Document final de la Réunion africaine indique qu'un État palestinien indépendant pourrait tirer parti de l'expérience des États africains qui ont lutté pour la décolonisation, a précisé M. Badji. Les États africains ont appelé au renforcement de la contribution de l'Afrique au processus de paix au Moyen-Orient. Dans ce document, les participants à la Réunion font également part de leur extrême préoccupation face à la situation économique et humanitaire des Palestiniens, qui continue de se détériorer. Cette crise est directement liée à la poursuite de l'occupation et est exacerbée par le blocage, par les donateurs, de toute aide directe, ont estimé les participants à la Réunion. Ils se sont d'autre part élevés, dans ce document, contre les opérations militaires disproportionnées menées régulièrement et sans discernement par Israël. Ils ont noté que d'importantes activités israéliennes de colonisation et de peuplement se poursuivaient sur l'ensemble du territoire occupé de la Cisjordanie, ainsi que dans Jérusalem-Est.

Par ailleurs, a expliqué M. Badji, le Forum de soutien de la société civile à la paix israélo-palestinienne, qui a été organisé sous les auspices de l'ONU, a donné lieu à un débat ouvert et utile sur des questions telles que la perception du conflit israélo-palestinien dans l'opinion publique; l'influence et la responsabilité des institutions académiques; et le rôle de la société civile dans la sensibilisation du public.

La prochaine réunion du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien sera annoncée dans le Journal des Nations Unies.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel